IdeAs

Idées d'Amérique

14 | 2019

Populismes dans les Amériques

Populisme ? Apports et (més)usages d'un concept pour comprendre les gouvernements nationaux-populaires latino-américains

¿Populismo? Contribuciones y (mal) usos de un concepto para entender los gobiernos populares nacionales latinoamericanos

Populism? Contributions and (mis)uses of a concept to understand national-Latin American popular governments

Franck Gaudichaud et Thomas Posado

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/5938>

DOI : 10.4000/ideas.5938

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Franck Gaudichaud et Thomas Posado, « Populisme ? Apports et (més)usages d'un concept pour comprendre les gouvernements nationaux-populaires latino-américains », *IdeAs* [En ligne], 14 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 08 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/5938> ; DOI : 10.4000/ideas.5938

Ce document a été généré automatiquement le 8 novembre 2019.

IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Populisme ? Apports et (més)usages d'un concept pour comprendre les gouvernements nationaux-populaires latino-américains

¿Populismo? Contribuciones y (mal) usos de un concepto para entender los gobiernos populares nacionales latinoamericanos

Populism? Contributions and (mis)uses of a concept to understand national-Latin American popular governments

Franck Gaudichaud et Thomas Posado

Introduction

- 1 Au moment où le politiste français Alain Rouquié décrit le vingtième siècle comme « le siècle de Perón » et des « démocraties hégémoniques » (Rouquié A., 2016), l'utilisation toujours plus extensive de la notion de populisme, appliquée désormais aussi bien à Jair Bolsonaro qu'à Rafael Correa, permet de se questionner à nouveaux frais dans une perspective critique et comparatiste. Depuis l'élection de Hugo Chávez au Venezuela en 1998, puis dans le cadre du « cycle progressiste » sud-américain au cours des 15 dernières années, l'utilisation académique, militante ou journalistique du concept de populisme pour analyser l'actualité du sous-continent a connu un renouveau sans précédent et généré de nombreux débats au sein des sciences sociales et politiques. Sous la plume de nombreux auteurs et essayistes, ce concept a d'ailleurs souvent été utilisé avec une visée normative et pour disqualifier des processus prétendant bouleverser les hiérarchies sociales et systèmes politiques en place, sans toujours chercher à en comprendre les dynamiques concrètes.
- 2 Symbole de crise, de convulsions, de désenchantement démocratique, l'invocation du populisme est présente de manière exponentielle dans les cinq continents : quels

mésusages, limites et instrumentalisation politique de l'étiquette, souvent considérée comme infamante, de « populisme » ? Quels sont les apports de cette grille d'analyse (dans le sillage notamment des théorisations de l'Argentin Ernesto Laclau) pour comprendre le rôle de ces figures charismatiques dans la mobilisation du « peuple », leur rapport ambigu à la démocratie représentative ou leur dénonciation rhétorique des États-Unis ? Existe-t-il une spécificité latino-américaine de cette pratique politique ? Quelles similarités et différences entre le péronisme et les populismes des années trente et les expériences nationales-populaires récentes (à commencer par le chavisme) ?

- 3 Dans cet article, nous proposons de revenir tout d'abord sur les mésusages du terme de « populisme » au-delà, et à l'intérieur, de l'aire latino-américaine. Une fois définies les précautions d'usage et les débats théoriques autour d'un terme aussi controversé, nous étudierons sa réalité en Amérique latine, de manière globale puis de manière chronologique¹, du populisme originel du milieu du XX^e siècle aux agissements de Jair Bolsonaro en passant par les gouvernements néo-populistes néolibéraux des années 80 et 90 et la vague de gouvernements progressistes des années 2000.

Mésusages, normativisme et limites d'un concept insaisissable

- 4 Le principal mésusage du terme du « populisme » est son utilisation dans l'objectif de disqualifier le gouvernement, le parti, le régime, le dirigeant ou la politique ainsi désignés. Ce travers est magistralement analysé par un des théoriciens essentiels du populisme, Ernesto Laclau, qui voit dans cette utilisation péjorative un « dénigrement des masses » (Laclau E., 2008 : 13-83) dans la tradition de Gustave Le Bon (1895), Hippolyte Taine (1893) et Gabriel Tarde (1901), effrayés par la Commune de Paris et l'essor du mouvement ouvrier. Ce courant de l'histoire des idées politiques ne voyant dans le peuple qu'une foule ignorante ou dangereuse manipulée par un leader. La majeure partie des études perçoivent ainsi le populisme comme une « insulte politique » (Collovald A., 2004 : 9). L'usage du mot populisme paraît confirmer le jugement de Bernard Pudal :

Le champ politique légitime ne peut fonctionner qu'à l'auto-exclusion des agents sociaux appartenant aux classes populaires. (Pudal R., 2009 : 192)

- 5 Les populistes apparaissent ainsi comme des intrus appuyés par les classes populaires face à une oligarchie peu disposée à voir de nouveaux acteurs sociaux émerger sur la scène sociopolitique qu'elle domine. Selon la sociologue Annie Collovald, les intellectuels et hommes politiques qui utilisent ce terme se distinguent « par une même vision néolibérale, à la fois misérabiliste et réactionnaire, des groupes populaires » (Collovald A., 2004 : 22). Comme l'écrit Jacques Rancière, « ce nom masque et révèle en même temps le grand souhait de l'oligarchie : gouverner sans peuple, c'est-à-dire sans division du peuple : gouverner sans politique » (Rancière J., 2005 : 8). Cet aspect péjoratif a été particulièrement utilisé à l'encontre des gouvernements progressistes latino-américains du XXI^e siècle « dans le but, de disqualifier des dirigeants » (Do Alto H., 2008).
- 6 L'autre limite du concept de populisme est d'être une catégorie hétérogène avec une définition très imprécise. Cette formulation donne une dimension transhistorique et

internationale du phénomène sans toutefois définir un contenu idéologique. Comme l'écrit Jacques Rancière :

Le terme « populisme » ne sert pas à caractériser une force politique définie. Au contraire il tire son profit des amalgames qu'il permet entre des forces politiques qui vont de l'extrême-droite à la gauche radicale. Il ne désigne pas une idéologie ni même un style politique cohérent. Il sert simplement à dessiner l'image d'un certain peuple. Car « le peuple » n'existe pas. Ce qui existe ce sont des figures diverses, voire antagoniques du peuple, des figures construites en privilégiant certains modes de rassemblement, certains traits distinctifs, certaines capacités ou incapacités : peuple ethnique défini par la communauté de la terre ou du sang ; peuple-troupeau veillé par les bons pasteurs ; peuple démocratique mettant en œuvre la compétence de ceux qui n'ont aucune compétence particulière ; peuple ignorant que les oligarques tiennent à distance etc. La notion de populisme construit, elle, un peuple caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité – la puissance brute du grand nombre – et d'une incapacité – l'ignorance attribuée à ce même grand nombre (Rancière J., 2013 : 137-143).

- 7 De fait, le populisme peut entrer en syncrétisme avec la majorité des idéologies politiques : un socialisme agraire comme en Russie, un nationalisme aux accents anti-impérialistes tel celui de Perón, le fascisme dans le cas de Mussolini, le néolibéralisme de Berlusconi ou de Fujimori, les revendications d'égoïsme régionaliste de l'ancienne Ligue du Nord (Taguieff P.A., 1997) ou de xénophobie eurosceptique dans sa forme contemporaine, soit un concept ainsi « dénué de contenus idéologiques propres et distinctifs » (Taguieff P.A., 2002 : 31). Nous constatons la diversité des aires géographiques (Europe de l'Est, Europe occidentale, Amérique latine, Amérique du Nord) et des configurations politiques opposées (démocratique ou autoritaire, urbaine ou rurale, dirigiste ou néolibérale). Jean-Pierre Rioux constate l'« élasticité de ce pseudo-concept », aux contours fuyants (Rioux J.P., 2002 : 66). Dans les années 70, Ernesto Laclau confirmait déjà à quel point il s'agit d' :

un concept insaisissable autant que récurrent. Peu de termes ont été aussi largement employés dans l'analyse politique contemporaine, bien que peu aient été définis avec une précision moindre. Nous savons intuitivement à quoi nous nous référons lorsque nous appelons populiste un mouvement ou une idéologie, mais nous éprouvons la plus grande difficulté à traduire cette intuition en concepts (Laclau E., 1979 : 143).

- 8 Dans les années 2000, Alexandre Dézé rejoint ce constat : « rarement la recherche sur le populisme n'a été aussi prolifique » en dépit de « l'indétermination conceptuelle du terme et (de) la difficulté, voire l'impossibilité d'en donner une définition minimale », un terme « destiné à rejoindre la longue liste de ces mots valises qui, à force de tout signifier, ne signifient plus rien » (Dézé A., 2004 : 179). L'ensemble des études autour du populisme converge ainsi sur un certain nombre de phénomènes :

pluralité et relativisme des définitions ; absence d'accord autour des caractéristiques discriminantes du phénomène ; estimation variable du caractère populiste de telle ou telle formation ; confusion fréquente entre populisme contemporain et extrême-droite ; prolifération conceptuelle (Dézé A., 2004 : 181).

- 9 Margaret Canovan propose, pour sa part, une typologie, surgie selon sa propre confession, de l'échec pour donner une définition précise du « populisme » (Canovan M., 1981). Aucun des travaux, en France ou dans le reste du monde, ne parvient à une définition acceptée par tous. Un numéro spécial de la revue *Critique* lui fut consacré en 2012, le qualifiant cependant de « notion galvaudée ». Pierre-André Taguieff le délimite comme « un style politique susceptible de mettre en forme divers matériaux

symboliques et de se fixer en de multiples lieux idéologiques, prenant la coloration politique du lieu d'accueil », avant tout « une rhétorique » dont le message minimal est « un rejet des médiations, jugées inutiles, limitatives ou nuisibles », mettant en question « un système politique fondé sur la représentation parlementaire du « peuple » », un minimum très ténu » (Taguieff P.A., 1997 : 8-11). Plus récemment, Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser ont tenté de formuler une définition minimale à partir de trois éléments : la définition d'un peuple pur, celle d'une élite corrompue et l'établissement d'une volonté générale pour parvenir au pouvoir. Ils concèdent eux aussi que le populisme est une « idéologie mince » qui se retrouve contraint de s'hybrider avec des idéologies concrètes pour parvenir à un contenu plus substantiel (Mudde C., Rovira Kaltwasser C., 2018).

L'Amérique latine, terre d'élection du populisme ?

- 10 Au vu des arguments développés ci-dessus, nous pourrions être tenté de proposer, comme certains auteurs, d'éliminer l'épithète « populisme » de la terminologie des sciences sociales (Quintero R., 1980 ; Roxborough I., 1984) ou affirmer que le « populisme » n'existe « ni comme phénomène empirique ni comme catégorie d'analyse. C'est une notion qui n'a aucun sens sociologique dans les deux dimensions du terme », « une pure abstraction » (Collovald A., 2004 : 47).
- 11 Toutefois, appliqué à un objet proprement latino-américain, affranchi de toute acception normative ou péjorative, le populisme peut avoir une dimension heuristique. L'Amérique latine constituerait même selon le mot de Guy Hermet, « la terre d'élection du populisme » (Hermet G., 2012), le lieu d'un « populisme consolidé » (Hermet G., 2001). Ce dernier combinant ainsi en Amérique latine les deux conceptions de la représentation définies par Hannah Pitkin (Pitkin H., 1982), l'une s'appuyant sur la dimension délibérative de la représentation fondée sur la légitimité élective et, l'autre, sur la représentation directe du « peuple ».
- 12 Pourtant, même conscrit à sa réalité latino-américaine, le terme renvoie à des réalités très disparates et sans points communs.
 Personne ne se dit ou ne se prétend populiste. L'absence de rigueur de cette notion est si grande que l'on a quelque mal à situer le niveau d'analyse auquel renvoie cette épithète quasi infamante : parti, régime, *leaders*, ou politiques suivies ? Il faut, pour en cerner le sens fortement connoté, se laisser porter par les mots et leur aura. Qu'évoque le terme sinon des *caudillos* urbains adulés par les masses et généralement accusés d'être des démagogues ? Des noms : Perón, Vargas, mais aussi Velasco Ibarra en Équateur. Ainsi la plupart des définitions bien peu satisfaisantes du populisme relèvent-elles d'une conception morale voire moralisante. (Rouquié A., 1998 : 282).
- 13 La caractérisation est si diverse qu'elle assemble – selon les auteurs et les optiques – des *caudillos* tels Fulgencio Batista à Cuba, François et Jean-Claude Duvalier à Haïti, Rafael Trujillo en République Dominicaine et la dynastie Somoza au Nicaragua, qui n'avaient – comme on le sait – aucun respect des procédures démocratiques, les dirigeants des principales résistances indigènes mexicaines (de Miguel Hidalgo et José María Morelos au sous-commandant Marcos en passant par Emiliano Zapata et Pancho Villa), des nationalistes de l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (APRA) péruvien, du PRI mexicain jusqu'au gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro... Les décennies 80 et 90 ont encore accru le spectre des gouvernements appartenant à cette catégorie,

alors que plusieurs études y intègrent (comme on le verra ci-dessous) ceux de dirigeants comme Carlos Menem en Argentine, Fernando Collor au Brésil ou Alberto Fujimori au Pérou. Aujourd'hui, la problématique inclut des nuances plus complexes encore et l'inflation de l'usage du terme le confirme. Chacune illustrerait la diversité de la nébuleuse populiste. Comme le note Hermet, « les développements plus récents du phénomène ont tellement accru la diversité du populisme de l'Amérique latine qu'il s'apparente désormais à un kaléidoscope aux facettes inépuisables » (Hermet G., 2001 : 236). Une telle diversité, et incohérence même, soulignent toutes les limites du concept. On pourrait arguer qu'il est indispensable de parler de « populismes » au pluriel, et que ne s'agissant que d'un mode de mobilisation du politique et de construction politique d'antagonismes sociaux, il pourrait exister des populismes de « gauche » comme de « droite ». C'est en partie dans cette direction que s'engagent les travaux de Laclau, et avec lui ceux de la philosophe du politique Chantal Mouffe.

- 14 L'approche de Laclau définit le populisme « comme un mode d'articulation de demandes sociales au sein desquelles les logiques d'équivalence prévalent sur les logiques de la différence ». En d'autres termes, lorsqu'un système politique s'avère incapable de prendre en compte plusieurs demandes insatisfaites et répond aux citoyens mécontents par le mépris et/ou la répression, la possibilité d'une articulation populiste surgit. Une « chaîne d'équivalences » entre ces diverses revendications inaccomplies, cette désintermédiation des relations sociopolitiques à partir de celles et ceux « d'en bas » instaure une frontière antagonique entre l'État (rebaptisé système), les dominants, l'oligarchie selon les cas et le camp du « peuple » (Tarragoni, 2017). Ce concept de « chaîne d'équivalences » prétend proposer une reconstruction du politique à partir d'une crise de la politique (institutions, système de partis). Elle réinterprète la notion d'hégémonie d'Antonio Gramsci et explique comment forger une coalition populaire à partir d'intérêts différents, voire disparates, afin de réussir le passage d'une hégémonie à une autre (en tentant de conquérir les postes de commande de la culture dominante dans la représentation politique, les médias, l'éducation...). Ces demandes insatisfaites ne se transforment pas nécessairement en une chaîne antagonique d'équivalences. Les acteurs peuvent conserver leurs frustrations durant une longue période sans qu'une articulation populiste ne se développe. Laclau et Mouffe rejettent la vision péjorative du populisme. Cet antagonisme n'est pas pour eux une menace pour la démocratie, bien au contraire et particulièrement en Amérique latine, il serait l'essence même de la politique, faite d'oppositions et d'antagonismes. Ces « chaînes d'équivalences » tentent de construire une identité collective d'un « vrai peuple », censé représenter la totalité d'une société face à un pouvoir institué illégitime ou oligarchique. Sans la création de ces clivages, la politique n'est qu'une administration des choses et des individus sans possibilité d'alternative. Toutefois, cette vision, si elle évite le péril normatif, demeure tout aussi indéterminée à propos du projet politique développé de son contenu réel (ou de « classe ») et risque de se heurter au piège de la désociologisation. On peut même y voir une « pensée magique » désincarnée et articulée essentiellement autour du pouvoir et diverses « performativités discursives », invoquant l'appropriation de « signifiants vides », supposément capables de donner une identité politique au peuple (Grossman, 2008). Ernesto Laclau reconnaît d'ailleurs que le terme « populisme » demeure « indéfinissable » et n'est pas « identifiable à une base sociale particulière ou à une orientation idéologique déterminée » (Laclau E., 2008 : 141). Ces visions peuvent ainsi être stimulantes en termes de philosophie

politique, mais peu à même d'appréhender les changements économiques et sociaux d'une société donnée.

Le « populisme réellement existant » en Amérique latine

- 15 Contrairement à un populisme décontextualisé dans le temps et dans l'espace difficile à définir, son utilisation au regard de l'histoire latino-américaine permet potentiellement de déterminer les caractéristiques et les dynamiques de ce type de régime. Alors que les analyses dans d'autres parties du monde utilisent le terme de populisme pour se référer à certains mouvements avec une forte dimension agraire, la littérature scientifique latino-américaine insiste davantage sur la place des travailleurs du secteur économique modernisé dans le cadre de l'échange inégal Nord-Sud. Dans le contexte de la crise économique de 1929 puis de la Seconde Guerre mondiale, ces gouvernements tentent de répondre à une situation d'urgence sociale marquée par de forts taux de chômage et de pauvreté, en profitant d'une situation géopolitique internationale leur laissant une marge de manœuvre relative à l'égard des États-Unis et des puissances européennes. Une base sociale d'origine populaire se constitue ainsi via les concessions octroyées par le gouvernement. Ce soutien actif des classes populaires demeure dans chacune des expériences concernées dans le cadre imposé par l'économie de marché et du capitalisme périphérique. Ces gouvernements ont établi un modèle de gestion des relations de travail original « en s'orientant moins sur la voie de la répression que sur celle d'une tentative d'intégration des couches populaires » avec des « stratégies d'incorporation, d'intégration ou de cooptation de la classe ouvrière, qui furent appliquées pour répondre au défi posé par la question sociale » (Dabène O., 1997 : 59-65). La protection sociale est alors avant tout une réponse des élites politiques à une nouvelle force sociale jugée menaçante, le mouvement ouvrier. Ces leaders charismatiques proclament un projet idéologique imprécis dans le cadre d'une alliance de classes large regroupant une élite endogène et les fractions les plus modestes de la population. Le modèle de développement est alors centré sur un marché intérieur protégé par des barrières douanières élevées (Couffignal G., 2013 : 145). L'État a des ressources considérables, gérant des centaines d'entreprises et répondant aux nécessités basiques de la population (éducation, santé, logement, habitation), en tentant d'engager des programmes d'industrialisation partielle, le tout soutenu par un fort discours nationaliste, et souvent viriliste. Ces dirigeants renforcent l'État au moyen de nationalisations plus ou moins indemnisées et par la négation de l'autonomie syndicale.
- 16 Ces régimes du « populisme réellement existant » (Quattrocchi-Woisson D., 1997 : 161-183) ont des caractéristiques communes que l'on peut cette fois-ci tenter de définir, dont les archétypes sont ceux de Getúlio Vargas au Brésil (1930-45), de Juan Domingo Perón en Argentine (1946-55) et de Lázaro Cárdenas au Mexique (1934-40). Mais cela couvre d'autres expériences régionales, tel le MNR bolivien dans le sillage de la révolution de 1952. Ceux-ci ne sont pas identiques, oscillant d'un corporatisme hérité du fascisme à un travaillisme voisin du socialisme, mais possèdent des caractéristiques communes. Tous reposent sur une contradiction assumée : « ils font appel à la mobilisation des classes dangereuses et tentent de garantir, en même temps (on pourrait presque dire par ce moyen même), le maintien du modèle de domination », un

« vaccin contre la révolution » (Rouquié A., 1998 : 286-287), « une évolution pour empêcher une révolution » (Dabène O., 1997 : 65). Ces « populismes réellement existants » reposent donc sur des contradictions fortes : d'une part, susciter un soutien actif des classes populaires et leur octroyer des concessions sociales, d'autre part, empêcher toute autonomie du mouvement social dans le cadre d'une économie mixte, mariant marché et capitalisme d'État. Ces gouvernements sont pour la plupart organisés autour d'un parti rassemblant plusieurs classes sociales ayant une vocation majoritaire. L'un des paradigmes de ces populismes historiques reste la période du « premier péronisme ». Que l'on songe aux nombreuses mesures sociales concédées par le justicialisme aux classes laborieuses, à l'utilisation systématique de la Confédération Générale du Travail (CGT) pour contrôler les luttes et dissidences syndicales, à la relation quasi-mystique entre « Evita » et ses « *queridos descamisados* » ou encore au fameux discours de Perón à la Bourse du commerce (1944) où il explique au patronat la nécessité d'une alliance entre capital et travail, afin d'éviter que les « masses ouvrières » ne « tombent dans les mains des communistes ».

- 17 Plus généralement, ces gouvernements doivent ainsi être différenciés de ceux qui ne suscitent pas une mobilisation particulière des classes populaires, ni ne leur accordent des avantages particuliers, mais également de ceux qui prennent le chemin inverse avec une orientation « rupturiste » et s'en prennent aux biens de la grande bourgeoisie comme ce fut le cas du castrisme. Car si la Révolution cubaine de 1959 partage certaines caractéristiques avec ces gouvernements populistes (mobilisations des classes populaires, incarnation par un leader charismatique), elle diverge fondamentalement dans son affrontement violent à l'appareil d'État, dans la transformation effective des structures économiques, avec notamment la nationalisation intégrale des moyens de production et actifs états-uniens sur l'île.
- 18 Depuis les années 50, de nombreux auteurs ont essayé de comprendre ces phénomènes politiques contradictoires des populismes latino-américains. Les définitions générales convergent largement, qu'elles proviennent d'auteurs libéraux ou marxistes. Alain Touraine y voit « une tentative de contrôle antiélitiste du changement social » (Touraine A., 1988 : 165). Seymour Martin Lipset le définit lui comme un « nationalisme populaire et anticapitaliste s'appuyant sur le prolétariat et l'armée » (Lipset S., 1963 : 191-192). Taguieff a synthétisé en huit critères ce qu'il entend par populisme : la capacité de mobilisation des classes populaires ; l'hyperpersonnalisation autour d'un chef charismatique ; l'existence d'un lien direct et personnel, d'ordre affectivo-imaginaire, entre ce leader et ses partisans ; l'accent mis sur la nation comme socle de l'identité collective ; la mise en œuvre d'une stratégie d'incorporation et de cooptation des classes populaires, afin de préserver l'ordre oligarchique ; un discours programmatique enveloppé d'objectifs idéologiques remplissant une fonction de légitimation ; la construction d'un parti interclassiste à vocation majoritaire ; l'intervention de l'État pour conduire la modernisation économique du pays (Taguieff P.A., 2002 : 49-52).
- 19 À partir d'une approche marxiste, Michael Löwy définit le populisme latino-américain ainsi :
 un mouvement politique – avec des formes diverses d'organisation (parti, syndicats, associations diverses, etc.) – ayant une large base populaire (ouvrière, paysanne et des classes moyennes), sous une direction bourgeoise/petite-bourgeoise et le leadership charismatique d'un *caudillo*. Une fois au pouvoir, ce mouvement, qui prétend représenter “le peuple” dans son ensemble, mène une politique

bonapartiste prétendument au-dessus des classes, mais en dernière analyse au service des intérêts du capital (ce qui n'empêche pas des frictions avec des secteurs de la bourgeoisie). (Löwy M., 1987 : 3)

- 20 Son idéologie est celle d'un nationalisme très hétérogène, même si elle peut établir un lien privilégié avec les travailleurs.

On y trouve une aile droite fascisante (anticommuniste, nationaliste de droite, parfois antisémite), un centre national/réformiste hégémonique, et une aile gauche socialisante (influencée par le marxisme). Cette hétérogénéité provoque parfois des scissions, notamment par le départ de la gauche (Löwy M., 1987 : 4).

- 21 Ces définitions, si elles mobilisent un champ lexical propre à leur paradigme, se rejoignent souvent sur l'essentiel. Certains auteurs ont comparé ce populisme latino-américain à un « para-fascisme » (Griffin R., 1991 et 1995) ou à propos du péronisme, à « un fascisme de gauche » (Lipset S., 1963 : 192). Les opposants au péronisme locaux, tant les communistes que les libéraux, ont utilisé ce type de caractérisation pour dénoncer la démagogie et la manipulation des masses du *Conductor*. Pourtant, selon nous, des différences capitales opposent les fascismes européens et les populismes latino-américains. Ces derniers sont pluralistes, même si c'est souvent dans une variante limitée, et s'appuient sur les classes populaires urbaines qui bénéficient d'avantages sociaux bien réels. De plus, les fascismes européens se fondent sur un projet totalitaire, pratiquent un endoctrinement des masses, suppriment toute démocratie formelle et leur base sociale incline davantage vers les classes moyennes avec une classe ouvrière plus réprimée qu'incorporée ou cooptée (Taguieff P.A., 2002 : 53). Guy Hermet juge que les populismes latino-américains et les fascismes européens « ne doivent par conséquent pas s'interpréter à l'identique » (Hermet G., 2012 : 47). Diana Quattrochi-Woisson a d'ailleurs retracé l'opposition des fondateurs théoriques du populisme latino-américain à cette explication européenaisante (Quattrochi-Woisson D., 1997 : 165-177). Les assimilations pertinentes qu'Éric Fassin établit entre le fascisme d'antan et le populisme européen contemporain ne sont pas opérantes pour nos terrains latino-américains (Fassin É., 2017 : 81).

- 22 D'innombrables chercheurs latino-américains, sociologues comme politologues, ont essayé de comprendre ces nouveaux régimes. Le péronisme a été présenté par le juriste argentin, Carlos Santiago Fayt, comme un « autoritarisme basé sur le pouvoir des masses », et légitimé par les élections (Fayt C., 1967). Gino Germani fut un des premiers à essayer de formaliser le concept de populisme. Selon lui, le gouvernement péroniste ne se base pas sur les qualités personnelles du leader charismatique mais sur les diverses mesures concrètes institutionnellement impulsées par celui-ci et dans lesquelles les classes populaires se reconnaissaient. Germani récuse également le terme de « fascisme » pour proposer le concept de régime « national-populaire ». Il le définit comme le soutien de groupes populaires mobilisés et la volonté de rendre son identité au peuple argentin contre les puissances étasunienne et européennes (Germani G., 1961 : 96-113). Selon lui, ces régimes s'inscrivent dans un contexte de modernisation accélérée des sociétés agraires et fermées sur elles-mêmes (Germani G., 1968) où l'« impression de participation » (Germani G., 1978 : 118) n'est qu'une soupape d'échappement pour de fortes tensions sociales. Torcuato di Tella poursuit ces travaux et popularise ces notions dans l'ensemble de l'Amérique latine (di Tella T., 1965). Cette notion « national-populaire » est préférée – à juste titre selon nous – par de nombreux auteurs au terme de « populisme » pour éviter les écueils précédemment cités (Albano S. et Al, 2010 : 81-97).

- 23 Au Brésil, le politologue Francisco Weffort, lié à l'école de la dépendance, a analysé aussi ce type de gouvernement comme « mécanisme par lequel les groupes dominants exercent leur domination » (Weffort F., 1967 : 626). Les partisans de la théorie de la dépendance analysent ces régimes comme l'expression d'un cycle économique précis : une conséquence de la crise de 1929, mettant en place un modèle de développement centré sur le marché intérieur, celui de l'industrialisation par substitution d'importations théorisé par la Commission Économique pour l'Amérique latine (ONU) dans les années 50 et qui a conduit à une certaine redistribution des richesses (Cardoso F.H, Faletto E., 1972). Pour lui, ce modèle est valide pour ces expériences fondatrices dans un contexte caractérisé par une « contestation sociale » et « une amélioration mesurable de l'égalité sociale » mais ne pourrait être appliqué hors de ce moment, par exemple, durant les années 80 et 90 dans une conjoncture « marquée par un profond désespoir sur le plan social, aux limites de l'anomie et de la désarticulation » (Weffort F., 1993 : 299). Octavio Ianni converge avec ce constat. Selon lui, la fin du cycle populiste doit être comprise comme une rupture de l'alliance entre la bourgeoisie et le peuple. Face à la radicalisation des expériences populistes, la bourgeoisie a préféré l'émergence de régimes autoritaires (Ianni O., 1975).

Du néo-populisme néolibéral aux expériences nationales-populaires « progressistes » des années 2000

- 24 Après plus d'une décennie de régimes autoritaires et dictature civico-militaires, des gouvernements souvent qualifiés de « néo-populistes » parviennent au pouvoir dans les années 90, de Carlos Menem en Argentine (1989-99) à Alberto Fujimori au Pérou (1990-2000), en passant par les expériences de Fernando Collor au Brésil (1990-92), d'Abdalá Bucaram en Équateur (1996-97). Est parfois incorporée à cette catégorie, l'exécutif d'Álvaro Uribe en Colombie (2002-10). Ceux-ci sont caractérisés par une base sociale toujours centrée sur les classes populaires mais davantage leur fraction issue de l'économie informelle plutôt que la classe ouvrière organisée. Cette action politique se situe dans le contexte de la mondialisation et de la montée en puissance des politiques néolibérales au lieu du modèle d'industrialisation par substitution d'importations et d'intervention de l'État dans l'économie (Weyland K., 1996 : 3-31 ; Roberts K., 1995 : 82-116). Ils développent également une stratégie politique, fondée sur le leadership charismatique et la polarisation de la société, mais avec des équilibres socio-économiques propres au néolibéralisme, éloignés de la définition du populisme fondateur des années 30 à 60. Ces classes marginalisées sont mobilisées comme une simple clientèle électorale et soumises aux plans d'ajustement structurel du FMI et au « Consensus de Washington ».
- 25 Cet apparentement du néo-populisme au populisme latino-américain fondateur est donc problématique car il revient à se concentrer sur la stratégie politico-électorale en omettant les facteurs socio-économiques et socio-politiques de mobilisation et d'intégration (Weyland K., 2001 : 8-9) pourtant constitutifs du phénomène comme nous l'avons constaté. Peu après l'investiture d'Hugo Chávez, le politiste Olivier Dabène imaginait que ce dernier pourrait s'inscrire dans cette variante néopopuliste libérale. Il le percevait comme « un responsable avec qui il est possible de négocier sérieusement »

prévoyant « un rééquilibrage macro-économique plus que nécessaire » à partir de « la maîtrise de l'inflation (...) placée au rang des priorités » (Dabène O., 1999 : 35).

- 26 Le cours de la vie politique vénézuélienne va rapidement contredire cette comparaison. Steve Ellner a réalisé en 2004 une analyse comparative entre les gouvernements d'Hugo Chávez et d'Alberto Fujimori après quelques années d'action publique du processus bolivarien (Ellner S., 2004 : 13-37)². La principale caractéristique commune des deux phénomènes est « sa séduction particulière vers la classe marginale ». Toutefois, Hugo Chávez « a mis fin à dix années de privatisations », contrairement à Fujimori qui s'affirmait, pourtant à ses débuts, « anti-néolibéral ». À la différence de l'administration Chávez et du populisme latino-américain, il manque aux néo-populistes deux caractéristiques essentielles : « un programme économique populairement accepté et une stratégie de mobilisation ». Immanquablement, « le chavisme ressemble davantage au populisme classique des années 30 et 40 qu'au phénomène populiste [néolibéral] de courte durée des années 90 ».
- 27 À partir de l'élection d'Hugo Chávez en 1999, et dans le cadre de l'ouverture du cycle progressiste sud-américain, un nouveau type de gouvernements nationaux-populaires émerge, classé à gauche ou plus exactement aux contours nationalistes et postnéolibéraux. Ils ressemblent davantage à celui des années 30 à 60 qu'à celui de courte durée des années 90. On retrouve certaines caractéristiques du leader bolivarien vénézuélien (1999-2013) dans l'Équateur de Rafael Correa (2007-17), la Bolivie d'Evo Morales (2005- ?), et, dans une moindre mesure, dans l'Argentine kirchnériste (2003-15). Ils se distinguent des autres exécutifs progressistes, plus institutionnalisés et sociaux-libéraux, tel le Brésil de Lula (2002-2010) ou les gouvernements du Front Large en Uruguay (Natanson J., 2008). Dans un contexte de montée en puissance de plusieurs mouvements sociaux plébéiens anti-oligarchiques, on constate la consolidation d'exécutifs marqués par une base sociale populaire, souvent urbaine, mobilisée au-delà du vote, une direction assurée par un leader charismatique, remettant au goût du jour une rhétorique axée autour du clivage anti-impérialiste à l'égard des États-Unis, réinscrivant la question sociale et le retour de l'État dans le développement économique et l'agenda politique. Des richesses (essentiellement issues des rentes extractivistes) sont redistribuées aux secteurs populaires sous la forme de programmes sociaux en termes d'éducation, de santé, d'alimentation et de logement. Ces politiques sont alimentées par une conjoncture spécifique, celle d'un cours élevé des matières premières au plan mondial, dont la dépendance s'est accrue au cours de la période. Le désintérêt relatif des États-Unis pour la région, préoccupés par le front moyen-oriental, permet à ces gouvernements nationaux-populaires néodéveloppementistes de diversifier leurs partenaires commerciaux, principalement en direction de la Chine.
- 28 À partir d'une analyse « par en bas » des formes de politisation et participation populaires, certains sociologues insistent sur un « retour du peuple » et un processus de démocratisation. Ainsi, Federico Tarragoni analyse le tournant « populiste-participatif » du chavisme et ses contradictions, avec notamment l'installation des *Consejos comunales de planificación pública*, qui se traduit en « relation de don-contredon politique entre un Pouvoir populiste et un Peuple populaire », Chavez étant lui-même l'incarnation omniprésente du « père du peuple » (Tarragoni F., 2012). Face à l'hyperprésidentialisme, à la corruption ou au contrôle « par en haut » des mouvements populaires et de la société civile, à la répression des dissidences (mouvements indigènes, écologistes, opposition politiques) au nom de la « Révolution », Maristella

Svampa décrit quant à elle la mise en place progressive de plusieurs variantes de populismes autoritaires. Elle distingue particulièrement, un « populisme de classe moyenne » – les présidences Kirchner en Argentine, Rafael Correa en Equateur – et un « populisme plébéen » – Evo Morales en Bolivie, Hugo Chavez au Venezuela, qui ont tous pour point commun d'être ancrés autour d'un modèle de développement néo-extractiviste et d'une forte reprimarisation des économies, et de ce fait à mille lieux des prétentions industrialisantes des « populismes historiques » (Svampa M., 2016).

- 29 Depuis 2015, ces régimes nationaux-populaires arrivent en fin de cycle, connaissent un reflux important, voire un effondrement brutal (Gaudichaud F., Posado T., 2019). La baisse du cours des matières premières rompt l'équilibre socio-économique autour duquel ils s'étaient construits. On commence à parler d'un éventuel « tournant à droite ». Des coalitions conservatrices sont en effet de retour au pouvoir, par les urnes en Argentine ou au Chili, par un coup d'État institutionnel au Brésil. Les tensions entre Rafael Correa et son successeur, initialement du même bord, atteignent des intensités inédites, Evo Morales tente de se maintenir au pouvoir malgré la défaite lors d'un référendum autour de sa réélection, tandis que le Venezuela s'enfonce dans une crise politique, économique et sociale sans précédent.
- 30 Les développements les plus récents de l'actualité latino-américaine ont étendu le spectre des dirigeants assimilés au populisme à un nouvel élément : Jair Bolsonaro. Une telle qualification nécessite quelques éclaircissements. La rhétorique polarisante de Jair Bolsonaro pourrait s'inscrire en partie dans le cadre des théories du populisme au sens d'Ernesto Laclau. Le nouveau président de la première puissance du sous-continent a été élu en articulant des demandes insatisfaites en termes de lutte contre la corruption, rejet des partis traditionnels et menaces dues à l'insécurité galopante. Toutefois, son positionnement est diamétralement opposé à la lignée « national-populaire » : la dimension « nationale » semble faible dans un discours marqué par la subordination à l'égard des États-Unis de Donald Trump ; le centre de gravité de son électorat est davantage dans les classes possédantes et la petite-bourgeoisie, que dans les classes populaires. Mais, surtout, qualifier de « populiste » un discours proche de la rhétorique fasciste, relève d'une euphémisation funeste, un « dangereux contresens » pour reprendre la formule d'Annie Collovald (Collovald A., 2004).

Conclusion

- 31 L'Amérique latine est considérée par la plupart des auteurs comme la terre d'élection du populisme, marquée par l'héritage d'une forte incarnation du pouvoir politique dans des systèmes politiques tous fortement présidentialistes depuis leur fondation, lors des indépendances du début du XIX^e siècle. Néanmoins, ce concept pose de nombreux problèmes en termes épistémologiques et théoriques du fait de ses contours souvent flous et contradictoires. Les différentes vagues de gouvernements « populistes » ont d'ailleurs des caractéristiques très disparates, marquant la nécessité de contextualiser des configurations politiques dissemblables dans un environnement économique et géopolitique spécifique.
- 32 On pourrait synthétiser le populisme au cours du XX^e siècle latino-américain de la manière suivante : l'âge d'or demeure le second tiers de la période avec des dirigeants tels que Lázaro Cárdenas au Mexique, Juan Perón en Argentine, Getúlio Vargas au Brésil ou Jacobo Arbenz au Guatemala, des partis tels que le MNR de Bolivie ou AD au

Venezuela. Entre les années 60 et le début des années 70, il existe une crise du populisme avec des coups d'État au Brésil ou au Guatemala dès 1954, en Argentine en 1955, au Brésil et en Bolivie en 1964. Cette crise s'est intensifiée à partir du triomphe de la Révolution cubaine en 1959, le sous-continent « se polarise [alors] entre révolution et dictatures militaires, entre Cuba et l'impérialisme. L'espace pour le populisme (...) se rétrécit » (Löwy M., 1987 : 5). Après plus d'une décennie de dictatures militaires, des gouvernements dits « néo-populistes » surgissent dans les années 90 avec des leaders tels que Carlos Menem en Argentine, Fernando Collor de Mello au Brésil, Alberto Fujimori au Pérou, mais avec des caractéristiques socio-économiques propres au néolibéralisme, éloignées de la définition du populisme latino-américain traditionnel. Les gouvernements postérieurs à l'ère du néolibéralisme, tels ceux d'Hugo Chávez au Venezuela et par extension ceux de Rafael Correa en Equateur ou d'Evo Morales en Bolivie, s'inscrivent dans cette histoire nationale-populaire, revenant davantage aux équilibres des années 30 aux années 60 qu'à ceux des années 80 et 90. La présidence récente de Jair Bolsonaro, si elle conserve un discours polarisant, suit des dynamiques politiques diamétralement opposées.

Tableau 1 Diversité et hétérogénéité de la qualification de "gouvernements populistes" suivant les auteurs

	incarnation charismatique	intervention de l'État dans l'économie	maintien de l'économie de marché	nationalisme à visée anti- impérialiste	centralité des classes populaires
premiers gouvernements nationaux-populaires 1930-55 (Vargas, Cárdenas, Perón...)	x	x	x	x	x
gouvernement révolutionnaire cubain 1959-...	x	x		x	x
gouvernements néopopulistes libéraux 1989-2010 (Menem, Fujimori, Collor, Bucaram, Uribe...)	x		x		x

gouvernements progressistes 1998-2015 (Chávez, Correa, Morales, Lula, Kirchner...)	x	x	x	x	x
le cas Bolsonaro 2019-...	x		x		

- 33 L'utilisation du terme de populisme est tellement controversée qu'elle doit être encadrée par deux conditions : ne pas constituer un préjugé péjoratif ou normatif et l'inscrire dans une sous-catégorie correspondant à un contexte historique et géographique précis. Le populisme du second tiers du XX^e siècle latino-américain définit des régimes politiques s'inscrivant dans le cadre d'une économie de marché sous la direction d'un leader charismatique jouissant du soutien actif des classes populaires pour affirmer une volonté nationaliste contre les pressions des élites économiques internationales. Ce type de configuration politique comporte davantage de proximité avec les gouvernements post-néolibéraux du XXI^e siècle qu'avec le néo-populisme. Plus globalement, il nous semble qu'aborder ces expériences en termes de national-populaire pourrait permettre de lever certains des mésusages qui ont été ceux du concept de populisme au cours des dernières années.

BIBLIOGRAPHIE

Albano Sergio, Angelone Juan Pablo, Pungrau María Luz, Sigal Marina, Dearma Nelson Daniel, « ¿Populismo o nacionalismo popular en América Latina ? Repensando un concepto con vistas al Siglo XXI », *Cuadernos sobre Relaciones Internacionales, Regionalismo y Desarrollo*, vol. 5, n° 9, janvier-juin 2010, pp. 81-97.

Canovan Margaret, *Populism*, Londres, Junction Books, 1981.

Cardoso Fernando Henrique, Enzo Faletto, *Dependencia y desarrollo en América latina*, Mexico, Siglo XXI, 1976.

Collovald Annie, *Le « Populisme du FN ». Un dangereux contresens*, Broissieux, Editions du Croquant, 2004.

Couffignal Georges, *La nouvelle Amérique latine : laboratoire politique de l'Occident*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

de la Torre Carlos, « El populismo latinoamericano, entre la democratización y el autoritarismo », *Nueva Sociedad*, n° 247, septembre-octobre 2013, pp. 120-137.

Dabène Olivier, *L'Amérique latine au XX^{ème} siècle*, Paris, Armand Colin, 1997.

- Dabène Olivier, « Un pari néo-populiste au Vénézuéla », *Critique internationale*, n° 4, 1999, pp. 31-38.
- Dézé Alexandre, « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, vol. 54, 2004, pp. 179-190.
- Di Tella Torcuato, « Populismo y reforma en América Latina », *Desarrollo Económico*, vol. 4, n° 16, 1965, pp. 391-425.
- Do Alto Hervé, « Del entusiasmo al desconcierto. La mirada de la izquierda europea sobre América Latina y el temor al populismo », *Nueva Sociedad*, n° 214, mars-avril 2008, pp. 54-66.
- Ellner Steve, « Hugo Chávez y Alberto Fujimori : análisis comparativo de dos variantes de populismo », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Caracas, UCV-FACES, vol. 10, n° 1, 2004, pp. 13-37.
- Fassin Éric, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel, 2017.
- Gaudichaud Franck, Posado Thomas (dir.), *Gouvernements progressistes en Amérique latine : la fin d'un âge d'or*, Rennes, PUR, 2019 (à paraître).
- Germani Gino, « Démocratie représentative et classes populaires en Amérique latine ». *Sociologie du travail*, n° 4, 1961, pp. 96-113.
- Germani Gino, *Política y sociedad en una época en transición*. Buenos Aires, Paidós, 1968.
- Germani Gino, *Authoritarianism, Fascism and National Populism*. New Burnswick, Transaction Books, 1978.
- Griffin Roger, *The Nature of Fascism*, Londres, St. Martin's Press, 1991.
- Griffin Roger (sous la direction de), *Fascism*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- Grossman Evelyne, « Vous avez dit « populisme » ? », *La Vie des idées*, 19 mai 2008. <http://www.laviedesidees.fr/Vous-avez-dit-populisme.html>, consulté le 10 février 2019.
- Hermet Guy, « Chapitre VII : L'Amérique latine ou le populisme consolidé », *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX^{ème} – XX^{ème} siècle*, Paris, Fayard, 2001, pp. 205-247.
- Hermet Guy, « Les populismes latino-américains », *Cités*, n° 49, 2012, pp. 37-48.
- Ianni Octavio, *La formación del Estado populista en América Latina*, México, Era, 1975.
- Laclau Ernesto, *Politics and Ideology in Marxist Theory. Capitalism - Fascism - Populism*. Londres, Verso, 1979 {1977}.
- Laclau Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.
- Le Bon Gustave, *Psychologie des foules*, Paris, Félix Alcan, 1895.
- Lipset Seymour Martin, *L'homme et la politique*, Paris, Le Seuil, 1963.
- Löwy Michael, « Populisme, nationalisme et indépendance de classe en Amérique latine », *Cahiers d'étude et de recherche*, Amsterdam, Institut International de Recherche et de Formation, n° 6, 1987, pp. 3-7.
- Mudde Cas, Rovira Kaltwasser Cristóbal, *Brève introduction au populisme*, La-Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2018.
- Natanson José, *La nueva izquierda : triunfos y derrotas de los gobiernos de Argentina, Brasil, Bolivia, Venezuela, Chile, Uruguay y Ecuador*, Buenos Aires, Debate, 2008.
- O'Donnell Guillermo, *Modernización y autoritarismo*, Buenos Aires, Paidós, 1972.

- Pitkin Hannah, *The Concept of Representation*, Berkeley / Los Angeles / Londres, University of California Press, 1972 {1967}.
- Pudal Bernard, *Un monde défait. Les communistes de 1956 à nos jours*, Broissieux, Editions du Croquant, 2009.
- Quattrocchi-Woisson Diana, « Les populismes latino-américains à l'épreuve des modèles d'interprétation européens », *Vingtième siècle*, n° 56, octobre-décembre 1997, pp. 161-183.
- Quintero Rafael, *El mito del populismo en el Ecuador*, Quito, FLACSO, 1980.
- Rancière Jacques, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.
- Rancière Jacques, « L'introuvable populisme », in Alain Badiou et al., *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique, 2013, pp. 137-143.
- Rioux Jean-Pierre, « La tentation populiste », *Cités*, n° 49, 2012, pp. 65-77.
- Roberts Kenneth, « Neoliberalism and the Transformation of Populism in Latin America: The Peruvian Case », *World Politics*, vol. 48, n° 1, octobre 1995, pp. 82-116.
- Rouquié Alain, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Le Seuil, 1998.
- Rouquié Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Paris, Seuil, 2016.
- Roxborough Ian, « Unity and Diversity in Latin American History », *Journal of Latin American Studies*, n° 16, mai 1984, pp. 1-26.
- Svampa Maristella, *Debates latino-americanos. Indianismo, desarrollo, dependencia y populismo*, Buenos Aires, Edhasa, 2016.
- Taguieff Pierre-André, « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 56, octobre-décembre 1997, pp. 4-33.
- Taguieff Pierre-André, *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International, 2002.
- Taine Hippolyte, *Les origines de la France contemporaine*, Paris, Hachette, 1875-1893.
- Tarde Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris, PUF, 1989, {1901}.
- Tarragoni Federico, « Le peuple selon Ernesto Laclau », *La Vie des idées*, 3 novembre 2017, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Le-peuple-selon-Ernesto-Laclau.html>, consulté le 18 janvier 2019.
- Tarragoni Federico, *Il faut faire le peuple ! Sociologie d'un populisme "par le bas" dans les conseils de barrio en Amérique latine contemporaine (Venezuela et Bolivie)*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris X, 2012.
- Touraine Alain, *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Editions Odile Jacob, 1988.
- Weffort Francisco, « Le populisme dans la politique brésilienne », *Les Temps Modernes*, n° 257, octobre 1967, pp. 624-649.
- Weffort Francisco, « Les « démocraties nouvelles » : analyse d'un phénomène », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 136, mai 1993, pp. 289-302.
- Weyland Kurt, « Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: Unexpected Affinities », *Studies in Comparative International Development*, vol. 35, n° 1, printemps 1996, pp. 3-31.
- Weyland Kurt, « Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, vol. 34, n° 1, octobre 2001, pp. 1-22.

NOTES

1. Nous suivrons en ce sens, la proposition de Carlos de la Torre (Cf. « El populismo latinoamericano, entre la democratización y el autoritarismo », *Nueva Sociedad*, n° 247, septembre-octobre 2013, pp. 120-137).
2. Les citations suivantes sont issues de cet article.

RÉSUMÉS

Depuis l'élection de Hugo Chávez au Venezuela en 1998, puis dans le cadre du « cycle progressiste » sud-américain au cours des 15 dernières années, l'utilisation académique et journalistique du concept de populisme pour analyser l'actualité du sous-continent a connu un renouveau sans précédent et généré de nombreux débats au sein des sciences sociales et politiques. Sous la plume de nombreux auteurs et essayistes, ce concept a d'ailleurs souvent été utilisé avec une visée normative et pour disqualifier des processus prétendant bouleverser les hiérarchies sociales et systèmes politiques en place. Symbole de crise, de convulsions, de désenchantement démocratique, l'invocation du populisme est présente de manière exponentielle dans les cinq continents : mais existe-t-il une spécificité latino-américaine de cette pratique politique ? Quelles similarités et différences entre les populismes des années trente et les expériences nationales-populaires récentes (à commencer par le chavisme) ? Quels sont les apports de cette grille d'analyse (dans le sillage notamment des théorisations de l'argentin Ernesto Laclau) pour comprendre le rôle de ces figures charismatiques dans la mobilisation du « peuple », leur rapport ambigu à la démocratie représentative ou leur dénonciation rhétorique des États-Unis ? Et aussi quels mésusages, limites et instrumentalisation politique de l'étiquette, souvent considérée comme infamante, de « populisme » ? Au moment où le politiste Alain Rouquié décrit le vingtième siècle comme « le siècle des démocraties hégémoniques », l'utilisation toujours plus extensive de cette notion permet de se questionner à nouveaux frais dans une perspective critique et comparatiste.

Desde la elección de Hugo Chávez en Venezuela en 1998, y luego en el marco del " ciclo progresista " sudamericano, en curso en los 15 últimos años, la utilización académica y periodística del concepto de populismo para analizar la actualidad del subcontinente tuvo una renovación sin precedente, y generó múltiples debates en el seno de las ciencias sociales y políticas. Por cierto, bajo la pluma de numerosos autores y ensayistas, este concepto ha sido utilizado a menudo con una finalidad normativa y para descalificar procesos que pretenden transformar las jerarquías sociales y los sistemas políticos establecidos. Símbolo de crisis, de convulsiones, de desencanto democrático, la invocación del populismo está presente de manera exponencial en los cinco continentes : ¿pero se puede afirmar que existe una especificidad latinoamericana de esta práctica política ? ¿Qué similitudes y diferencias entre los populismos de los años treinta y las experiencias nacional-populares recientes (comenzando con el chavismo) ? ¿Cuáles son los aportes de esta forma de análisis (siguiendo particularmente las teorizaciones del argentino Ernesto Laclau) para comprender el papel de estas figuras carismáticas en la movilización del "pueblo", su relación ambigua a la democracia representativa o su denuncia retórica de los Estados Unidos ? ¿E igualmente, qué usos indebidos, límites e instrumentalización política de la etiqueta, a menudo considerada como infamante, del " populismo " ? En el momento

en el que el politista Alain Rouquié describe el siglo XX "como el siglo de las democracias hegemónicas ", la utilización siempre más extensiva de esta noción permite interrogarse nuevamente en una perspectiva crítica y comparatista.

Since the election of Hugo Chavez in Venezuela in 1998 and in the context of the South-American “progressive cycle” over the last 15 years, the academic, militant and journalistic use of the concept “populism” to analyse the subcontinent’s reality has experienced an unprecedented renewal and generated many debates within social and politic sciences. Furthermore, many authors and essayists have used it for normative purposes and to disqualify some processes intended to upset existing social hierarchies and political systems. Symbol of crisis, convulsions, and democratic disenchantment, the invocation of populism has raised exponentially over the five continents : yet, is there a Latin-American specificity for this political practice ? What similarities and differences between the populisms of the 1930s and the recent national-popular experiences (starting with chavism) ? What are the contributions of this analytical framework (particularly in the wake of the theories by the argentinian thinker Ernesto Laclau) for understanding the role played by these charismatic figures in the mobilization of the “people”, their ambiguous relationship to representative democracy or their rhetorical denunciation of the United States ? Also what misuses, limits and political instrumentalisation of the label “populism”, often regarded as disgraceful ? At a time when the historian Alain Rouquié describes the XX century as “the century of hegemonic democracies”, the increasingly extensive use of this notion allows for a questioning from a critical and comparative point of view.

INDEX

Mots-clés : populisme, Amérique latine, Ernesto Laclau, chavisme, théorie critique

Palabras claves : populismo, América Latina, Ernesto Laclau, chavismo, teoría crítica

Keywords : populism, Latin America, Ernesto Laclau, chavism, critical theory

AUTEURS

FRANCK GAUDICHAUD

Franck Gaudichaud est professeur des universités en histoire et civilisation de l'Amérique latine contemporaine à l'Université Toulouse 2 - Jean Jaurés et membre du FRAMESPA (UMR 5136).

franck.gaudichaud@univ-tlse2.fr

THOMAS POSADO

Thomas Posado est docteur en sciences politiques à l'Université Paris-8 et chercheur au CRESPPA-CSU. Ses recherches portent sur les reconfigurations du champ syndical dans le Venezuela contemporain. Il est l'auteur de divers articles (*Nuevo Mundo*, 2013, *Les Cahiers ALHIM*, n° 26, *Les Etudes du CERI*, n° 187-188) et a, en outre, coordonné plusieurs dossiers de revue (*Recherches Internationales* n° 93, n° 107, *ContreTemps*, n° 25, *Cahiers des Amériques latines*, n° 85).

thomas.posado@gmail.com